

Incidents diplomatiques et conflits d'intérêts dans la politique extérieure des derniers Stuart

Dans l'Angleterre de la seconde moitié du XVII^e siècle, il est possible de mettre en relation certains incidents diplomatiques sur le continent et les crises institutionnelles ponctuant le règne de Charles II (1660-1685). Avant la Restauration, les troubles de la guerre civile s'étaient répercutés en Europe. À Madrid et La Haye, les ambassadeurs royalistes et républicains s'étaient affrontés et certains d'entre eux le payèrent de leur vie. Ainsi, en 1655, Cromwell prit prétexte de l'assassinat de l'un de ses envoyés pour accuser l'Espagne de complicité avec les royalistes¹. Après 1661, les négociateurs anglais continuèrent à faire parler d'eux, et en particulier, ceux qui occupaient un siège à Westminster dans la Chambre des Communes. Ils représentaient un tiers des diplomates sous le règne de Charles II et furent impliqués dans une vingtaine d'incidents diplomatiques d'une gravité variable.

Dans un premier temps, on présentera les incidents les plus marquants pour la période et qui se déroulèrent pour la plupart dans les Provinces-Unies, en France et en Espagne. Dans les diverses cours européennes, les envoyés anglais se firent une réputation peu recommandable et les contemporains formulèrent plusieurs hypothèses pour rendre compte de ces incidents. L'une des explications les plus répandues reposait sur l'idée selon laquelle les membres du Parlement de Londres ne pouvaient faire d'habiles négociateurs. Prisonniers de leurs querelles domestiques, habitués à discourir sans retenue à la chambre, ils refusaient de se conformer à la politesse des cours et aux exigences de la diplomatie. À travers l'exemple d'un cas particulier, celui de George Downing, on envisagera une autre interprétation. L'incident diplomatique pouvait être aussi provoqué par les conflits d'intérêts qui se manifestaient au Parlement et qui se répercutaient sur la conduite des négociations.

« Des hommes fort propres à brouiller les affaires de leur Maître »

C'est en ces termes que le ministre Colbert de Croissy écrivit à Barrillon pour se plaindre de William Trumbull, un mois après son arrivée à

¹ A. J. Loomie, *Spain and the early Stuarts, 1585-1655*, Brookfield, 1996.

Paris. L'envoyé, par ses maladresses et son hostilité, compromettait les bonnes relations entre Jacques II et Louis XIV. S'il persistait dans son attitude, Barrillon devait suggérer un autre envoyé plus accommodant :

« Vous ne sauriez trop insinuer au comte de Sunderland combien il est important, pour le maintien de ces liaisons d'amitié et d'étroite union, d'ordonner au sieur Trumbull, non seulement de se conduire avec modération et retenue dans les affaires qu'il aura à traiter mais aussi de se réduire à celles qui sont les plus essentielles au service du roi son maître, sans se charger des plaintes mal fondées de quelques particuliers. (...) Son style est dur, éloigné du respect qu'on doit à un grand roi (...). Enfin, Monsieur, c'est un homme fort propre à brouiller les affaires de son maître, mais peu capable d'entretenir la bonne intelligence qui n'est pas moins utiles aux intérêts de son maître qu'à ceux de la France (...). Si ce ministre continue à parler et à écrire comme il l'a fait, on n'aura pas grande conférence avec lui, et vous rendrez un bon service à Sa Majesté de lui faire ordonner au plus tôt un successeur plus commode². »

Il apparaît, en effet, que Trumbull, outre ses activités d'espionnage, n'eut de cesse de présenter au ministre français « des plaintes mal fondées », pour l'essentiel des pétitions en faveur des Huguenots persécutés et des marchands anglais qui leur étaient associés. Colbert de Croissy avait déjà fait l'expérience du comportement difficile des parlementaires anglais. Il avait évoqué, lors de son ambassade en 1669, les insolences inimaginables des hommes de Westminster³. Quelques années plus tard, lors des négociations de Nimègue, Croissy fut le témoin des divers incidents dans lesquels les médiateurs anglais furent impliqués.

En 1679, Croissy se plaignit de l'insulte infligée par Leoline Jenkins, lorsque celui-ci rejeta le cadeau offert par Louis XIV aux médiateurs de Nimègue. Jenkins s'enorgueillit dans ses mémoires de cet épisode, au cours duquel il refusa le portrait entouré de diamants de Louis XIV. Croissy transmit, par le biais de Barrillon, une plainte à son encontre et demanda un désaveu de la part de Charles II. Devant les protestations de l'envoyé français, Jenkins se justifia en rappelant l'impossibilité pour un médiateur d'accepter un présent de l'un des deux partis. Dans une lettre à Henry Savile, alors en mission à Paris, il se livra à une autre interprétation de son geste. Il

² AMAE, Correspondance politique, Angleterre, vol. 156, fol. 56, Croissy à Barrillon, 13-17 janvier 1686.

³ BnF, Français 10664, « Mémoire sur l'état présent des affaires d'Angleterre », par Colbert de Croissy.